L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 1er JUILLET 1869. 42e année—Vol. XLII.

DUFOUR & LIBERT,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 1ER JUILLET.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par E. P. Mouliet, à la Bourse de l'Hôtel-de-Ville, à midi, un lot de terre situé dans le faubourg Washington, Troisième District, dans l'Ile bornée par les rues Barataria, Dauphine, Masant et Bourgogne—ayant, vente sans réserve de magnifique propriété en briques, à vendre rue No 717 rue de la Nouvelle-Levée.

Par Eug. Thomas, à 10 heures et demie, au Importer's Bonded Warehouse, rue de la Levée, entre St Louis et Conti, vin rouge de Cette, en barriques : provenant de la barque Fanny Exlee. Et à 11 heures au No 10 rue Nouvelle-Levée, liqueurs importées, extra-fines, maraschino di Zara, curaçao d'Amsterdam, absinthe de Bordeaux, et vermouth.

Par E. Rogers & Co, à leurs salles d'encan, 45 et 47 Vieille-Levée, 500 caisses de bottes, souliers et brodequins, de meilleures bottes et congress chinois, reçus directement des manufactures du Nord.

Par G. de Ferrier, No 180 rue St-Louis, entre Remparts et Bourgogne, à 11 heures, de magnifiques meubles de toute sorte.

Par S. Gladstone, à 11 heures, sur le Chemin de Gentilly, près du Canal Mayigny et en face des écuries de Messrs St Charles, le vacherie de Jean Bérétié.

Par S. J. Montgomery, aux écuries de F. Libert, rue d'Orléans à 10 ½ heures—De beaux chevaux de selles et de harnais par pilote et seuls, beaux traîneaux d'habitation, et de ville, jolie buggies couverts et découverts, buggies selles &c., et à la salle d'encan aux Camp—Ce matin, arrivage général de meubles.

Par Hoffman, Marks & Co à 10 heures, au No 38 de la rue de Chartres, habillements de saison, chapeaux et lingerie.

Par Francis Fernandez, à la vente d'encan, au coin des rues St Louis et Chartres—marchandises sèches, habillements chapeaux, articles de fantaisie et "notions".

Par Vincent & Co, au Nos 61 et 63 de la rue de la Daudels, marchandises sèches et nailles.

Achetez vos commerces et chaussures chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée.

ESSAYEZ LES CIGARES DE GEORGE ALCES,
185 ..... Rue des Remparts 185

ATTENTION!

Eugène Pecora vendra aujourd'hui, sans réserve : 5 tonneaux vin rouge, en "Importers' Bonded Warehouse," 30 barriques Vin rouge de Cette—Fournaise à Mercédès.

A 11 heures, au No 95, Vieille-Levée, Marschino di Zara, Curaçao d'Amsterdam, Anisette au Bordeaux, Vermouth &c.

L'attention des acheteurs est appelée sur la grande vente de marchandises sèches et de nailles qui aura lieu ce matin, à 10 heures, par le ministère de MM. Vincent & Co., encanteurs, rue de la Douane, Nos. 61 et 63.

Le dernier vote de Finance au Conseil de Ville.

Nous avons dit hier en quelques lignes que ce vote avait été pour ainsi dire forcé par le refus des contribuables de payer leurs taxes en monnaie courante, ce qui ne fait pas leur éloge, car enfin ce qu'on exigeait d'eux n'était pas la taxe de police, c'était simplement la taxe municipale de 1% pour cent que chaque année ils payent depuis 1856. A cette taxe ils ne se pouvaient échapper, et, chose inouïe, deux arrivées à la fin de juin, c'est-à-dire à l'époque où, suivant la loi, il aurait fallu, sans la résolution adoptée hier pour l'extension du délai, faire imprimer les noms des contribuables retardataires dans les journaux, nous arrivons à la fin de juin, disons nous, avec une recette de 600 mille piastres de taxes foncières, quand elle aurait dû être de $1,900,000. C'est donc une somme de $1,300,000 qui reste à collecter sur les taxes de 1868. De là la nécessité d'avoir recours à l'émission de bons votée dans la dernière séance de Conseil des Assistants Aldermen, nécessité provenant d'une simple décision judiciaire légalisant les warrants métropolitains sans intervention d'appel.

Quoi fait pourrait mieux illustrer ce que nous disions, il y a quelques jours, sur le danger de laisser une porte ouverte à l'influence corruptrice. Les contribuables n'ont pas, en plaidant qu'ils pouvaient se servir des warrants métropolitains pour le payement de leurs taxes avec un bénéfice de 25 pour cent, que les uns se sont empressés d'en faire provision, et que les autres y ont vu un prétexte de s'abstenir de tout payement de leurs obligations envers la ville. Qu'est-il gagné à cela ? Il n'est gagné l'espoir d'une lointaine réalisation : car il faudra des aujourd'hui qu'ils commencent à payer la ville en greenbacks, puisque la ville payera elle même la police en bons municipaux, et l'Etat ainsi que la police en bons communaux. Il faudra en quelque sorte vendre sur les contribuables doivent comprendre que la ville ne peut payer deux fois. Une fois en bons et une autre fois en warrants.

Voilà pour les citoyens retardataires dans le payement de leurs taxes. Maintenant voyons si il est pas été possible à la ville de s'en tirer à meilleur marché, c'est-à-dire d'avoir recours à une émission moins forte de bons. La plus commune police que nous ayons ait à payer avant la police métropolitaine est celle du maire Monroe qui absorbait environ $425,000 des revenus de la municipalité. Cette police, plus nombreuse que toutes celles qui l'avaient précédée, mais beaucoup moins nombreuse que la police actuelle, le suffisait à tout, et qui ne voit de différences dans l'efficacité du service autrefois et aujourd'hui. Au contraire, la comparaison, dit on de tous côtés, est en faveur de la première qui était certainement composée d'hommes plus rompus dans les usages et l'exercice de leur devoir. Généralement parlant, ces hommes étaient plus versés dans la science de leurs attributions.

Cela nous paraît inconcevable. Pourquoi donc faire payer alors, pour d'autres qui ne les valent pas, une somme additionnelle de $375,000 ? Tel est le reproche qu'on peut adresser au vote d'hier et telle est la raison pour laquelle nous nous sommes associé à la protestation renfermée de M. Ingrues. Pas plus que lui, nous ne voulons supporter responsabilité de cette vote. Ne pouvait-il s'arranger autrement ? On nous répond que la police ne sortira pas tant que ce qu'on nous oblige à payer en bons des aujourd'hui et que ce qu'il y aura de reste sera imposé sur le budget à venir ou qu'il en sera tenu compte à la ville. Mais cette explication ne satisfait pas. La ville n'est pas dans une situation assez florissante pour qu'elle se permettent des avances de ce genre. Il est singulier qu'au moment où la ville est obligée de faire face à un service d'intérêts si multiplié, on se détermine justement à augmenter le poids déjà si lourd de ses obligations. On devait prendre résolution contraire à la proposée, c'est-à-dire à l'économie, avec le Bureau des commissaires, pour conséquence naturelle de la police métropolitaine et pour tâcher aussi de réduire cette force de police à une proportion qui pût convenir au budget ordinaire de ce département. Nous l'avons déjà fait observer. S'il plaisait au Bureau métropolitain de porter la police à 1,000, à 2,000, à 10,000 hommes, tandis qu'il ne pourrions payer, on serait de la décision de la Quatrième Cour de District de la proposition en serait absurde, et c'est impossible qu'il en soit tenu. Il est clair, en nous l'avons dit souvent, que, sous ce rapport, le tol est impositions, c'est nulle. On peut nous imposer une police d'Etat, nous ne le nions pas, mais on ne peut nous imposer constitutionnellement une dépense excédant nos forces contributaires, surtout après le vote unanime du peuple contre toute taxe additionnelle. On vote, nous engageons les deux Conseils à ne pas l'oublier. La ville du peuple, sans distinction de parti, est son lot exprès et qui domine tout. Il ne faut pas l'oublier payer les subsides qu'il approuve pas.

On répond encore à tous ces arguments que le différend de l'Etat remettra la répartition des bons entre les mains de l'agent fiscal de la ville, que cet agent ne fera vendre sur les marchés du Nord et que la différence entre leur valeur réalisante et leur facile de police, s'il y a une différence en faveur de la ville, profitera à cette dernière et réduira la dette d'autant. Mais les livres de la banque du Sud ne voulant pas, qu'on n'ait fondé dans ces termes de la banque du Sud. Nous voulons bien, d'ajouter plus, qu'on n'ait fondé dans ces vues sur la valeur réalisante future, mais ce moyen de négociation, tout aussitôt qu'il est employé par l'exécutif, l'exécutif d'un compromis entre le Bureau de police et la ville, si la police métropolitaine ne doit pas absorber l'immense somme de $800,000, pourquoi ne pas le savoir d'avance ? Pourquoi ne pas arrêter de compte avant la négociation des bons ? ....

La police métropolitaine est-elle donc un arcane qu'il ne soit permis à personne de pénétrer, pas même à ceux qui en supportent les frais ? La police métropolitaine est-elle une de ces drogues mystérieusement préparées contre la bourse des citoyens sinon de leur vie ? Il faut pourtant savoir de quoi elle se compose. Il faut savoir pourquoi on nous dorme, ce qui ne peut être donné que par le nombre de ses agents. La police vaut-elle, aujourd'hui, disons-le tout le jour, et sommes-nous contraints, maintenant exposés à la payer, de même qu'il y a deux ans, sous peine qu'il y aurait quelque chose de pourri dans le Danemark ? Nous sommes obligés de savoir ce que nous payons et de le savoir avant de payer. Le peuple a droit à cette connaissance préalable. Il a droit de savoir si on ne le trompe pas, si on ne le vole pas, si on ne le pille pas. Il a droit de savoir si on ne le vend pas. Il a droit de savoir si on ne le trahit pas. Il a droit de savoir si on ne le livre pas. Il a droit de savoir si on ne le tue pas. Il a droit de savoir si on ne le massacre pas. Il a droit de savoir si on ne le fusille pas.

ESSAYEZ LES CIGARES DE GEORGE ALCES,
185 ..... Rue des Remparts 185

ATTENTION!

Eugène Pecora vendra aujourd'hui, sans réserve : 5 tonneaux vin rouge, en "Importers' Bonded Warehouse," 30 barriques Vin rouge de Cette—Fournaise à Mercédès.

A 11 heures, au No 95, Vieille-Levée, Marschino di Zara, Curaçao d'Amsterdam, Anisette au Bordeaux, Vermouth &c.

L'attention des acheteurs est appelée sur la grande vente de marchandises sèches et de nailles qui aura lieu ce matin, à 10 heures, par le ministère de MM. Vincent & Co., encanteurs, rue de la Douane, Nos. 61 et 63.

BANQUE LOUISIANE CITY. — Cette banque vient de déclarer un dividende de huit pour cent, libre de toute taxe fédérale. Ce dividende sera payé aux actionnaires à partir du 12 juillet.

BANQUE DU SUD.—On trouvera dans nos annonces un avis relatif à un dividende de la Banque du Sud, payable à partir du 15 juillet prochain.

PAIEMENT D'INTÉRÊTS.—La Banque du Sud annonce que dès aujourd'hui la "Chemical National Bank" de New York paye les coupons d'intérêt de la dette consolidée de la Nouvelle-Orléans.

$55.—C'est le prix de la célèbre Machine à coudre de Grover & Baker qui se vend au No 182 de la rue du Canal. On ne paye ni fret ni assurance.

"Les petits glands prodiguent de grands chênes et de grands fleuves prennent leur source dans de petites fontaines." — Les PLANTATION BITTERS (Amers d'habitation) étaient à peine connus il y a sept ans ; aujourd'hui, il n'est pas dans notre pays un seul coin où l'on ne s'en serve. Les ventes ont cet atteint le chiffre énorme de cinq millions de bouteilles par an et le nombre augmente sans cesse. Cela prouve ce que peut faire un bon médicament lorsqu'on l'aide à établir sa réputation. Il n'y a peut-être jamais eu au monde de remède dont la plupart soit aussi bien méritée que celle des PLANTATION BITTERS. Les riches et les pauvres y ont également recours. Nous les recommandons pour la dispepsie, le manque d'appétit, les fièvres en frisson, les maux de tête, etc., etc.

RAU MAGNOLIA.—Cette eau est supérieure à la meilleure eau de Cologne importée d'Allemagne et coûte moitié moins.

29 juin—22,1, Juillet—wfsc.

Les Conseils de Ville ont passé une résolution d'après laquelle les terres extraites des canaux doivent servir à l'élargissement des remparts, tout absolument que cette ordonnance soit exécutée. Nous appelons l'attention du commissaire des rues sur la communiqué suivant :

Aux Editeurs de l'Abeille ;

Messieurs,

Depuis le mois de février dernier d'immenses travaux ont été exécutés par la ville. Tous les principaux canaux ont été élargis et creusés, des ponts ont été reconstruits et il y a lieu d'espérer que, si toutes les mesures nécessaires sont prises à l'avenir pour préserver ces nombreux et utiles déversoirs des dégradations auxquelles ils sont fréquemment exposés, on n'aura plus à subir de nouveaux désastres. Cette œuvre, dans son ensemble ne méritant donc que des éloges, il ne nous reste plus qu'à émettre certaines considérations de détail qui nous paraissent aussi dignes d'intérêt.

L'élargissement des principaux fossés de la ville ayant laissé disponible une quantité considérable de terre, cette terre, sagement ménagée, devait être une ressource précieuse pour élever les remparts à la hauteur requise ; mais on ne s'est pas servi exclusivement de cette terre pour cet emploi, et il paraît même que l'on a fait venir, à grands frais, de terre d'autre part, tandis que, sans nous rendre compte d'où elle provenait, on a laissé disparaître une grande partie de celle qui était à notre portée. Il est vrai que, dans quelques endroits, on a employé cette terre à remplir des fossés qui, sans cela, auraient été comblés par les eaux et par les immondices, mais ce n'est pas là, à notre avis, le meilleur emploi à faire de cette terre, qui, si elle était mise en réserve, pourrait servir à combler des fossés qui, sans cela, ne le seraient pas de longtemps.

Nous croyons donc que, dans l'intérêt de la ville, il serait bon de faire cesser immédiatement ces travaux d'exhaussement des remparts, qui, sans nous rendre plus forts, nous rendent plus faibles, en ce qu'ils nous privent d'une grande quantité de terre précieuse.

Nous soumettons aussi à votre appréciation la question de savoir si, dans le cas où il serait reconnu nécessaire de continuer ces travaux, il ne serait pas plus économique de faire transporter la terre par le chemin de fer, qui, à cet effet, pourrait établir un embranchement qui, partant de la station de Gentilly, viendrait aboutir à la ligne des remparts, entre les rues Derbigny et Roman, ou même plus loin, si cela était jugé nécessaire. Ce chemin de fer, qui ne serait pas très long, pourrait être construit à peu de frais, et, une fois établi, il rendrait de grands services à la ville, non seulement pour le transport de la terre, mais encore pour celui des matériaux de construction, des bois de chauffage, etc., etc., qui arrivent par la voie du lac Pontchartrain.

Nous pensons, Messieurs, que ces considérations méritent d'être prises en sérieuse considération par les autorités municipales, et nous espérons que vous voudrez bien leur donner la publicité de votre journal.

Nouvelle-Orléans, 30 juin 1869. U. A. F.

CHRONIQUE LOCALE.

CONTREBANDE SUR UNE VASTE ÉCHELLE — Des leur entrée en fonctions, c'est à dire dans les premiers jours du mois de mars dernier, le Collecteur, l'Auguste de la Douane, et le colonel Dutilleul, du Bureau maritime, surent tout qu'une contrebande considérable, ayant pour objet les sucres de l'île de Cuba, se faisait régulièrement depuis plusieurs années dans notre port. Ces deux fonctionnaires ne crurent une surveillance toute particulière sur les divers services de leur administration et au bout de quelque temps ils acquirent la certitude que des hommes connaissant parfaitement l'organisation de la Douane de la Nouvelle-Orléans. Ces jours-ci, paraît-il, les autorités douanières ont trouvé l'occasion opportune de mettre un terme à cet état de choses, et, au moment où les importateurs *irrégulier* s'y attendaient le moins et se félicitaient peut-être du résultat de leur spéculation, elles ont mis la main sur mille boucauts et quatre mille caisses de sucre, emmagasinés dans l'entrepôt de la Douane. Les fraude, d'après ce qui nous est rapporté, consistait en une fausse déclaration de poids et une altération de la qualité des sucres sur la facture consulaire remise aux autorités de la Douane, ou d'autres termes les sucres étaient classés dans des qualités inférieures à leur qualité véritable, et le poids couvert était au dessous du poids réel. Les droits étant donnés sur les sucres étant proportionnels à la qualité et à la quantité en poids, on comprend aisément la différence considérable en préjudice du Trésor par une fausse déclaration sur l'un et l'autre. Il reste à savoir maintenant comment de pareils quelques années les officiers de la douane avaient pu être trompés et ne pas s'apercevoir de la fraude.

On ajoute aussi que MM. Cæsar et Dilling ham ont refusé des sommes considérables qu'leur ont été offertes pour acheter leur maison, préférant ne point abandonner et arrêter les conséquences d'un procès. MM. Cæsar et Dillingham ont remplit leur devoir entièrement de se rendre complices d'un détournement au préjudice des caisses de l'Etat. Nous constatons le fait à leur honneur, car, en ce temps de défaillance des consciences, les traitants de probité dans les emplois du gouvernement sont plus que rares. Néanmoins il ne faut point faire à un honnête homme l'injure de le louer outre mesure pour avoir rempli les obligations d'une stricte honnêteté.

Quoiqu'il en soit, la découverte de ces vastes opérations de contrebande a rendu la plus vive émotion sur notre place. Il l'on murmure tout bas des noms que nous nous garderons bien de reproduire avant que la justice ait été régulièrement saisie de l'affaire et que les preuves officielles en soient venues nous y autoriser. On prétend que ces opérations hardies étaient faites par une véritable association ayant ses succursales dans le district et dans le comté voisin. Les nègres en sont le principal corps et attaque les blancs à coups de briques, sont parvenus à les mettre debout et les ont poursuivis jusque dans les rues. Les banc de sable ne sont pas moins dangereux pour la navigation que la rivière, de temps en temps, est adoptée. Une dans même un pas été fait usage d'armes à feu et personne n'a été sérieusement blessé.

New York, 30 juin. — Le fournisseur Jurgerson Kitchen a adressé aujourd'hui à la cour une demande d'habeas corpus, basée sur le fait qu'il a été condamné pour un crime non spécifié dans l'acte d'accusation. Il est probable qu'il sera relâché sous caution.

Une boîte contenant $400,000 en sécurités volées à la banque de Hoboken, a été heureusement retrouvée.

Charleston, 30 juin.—Le temps est d'une chaleur accablante. Les plus belles récoltes annoncent que les récoltes de coton sont magnifiques dans les hautes terres aussi bien que dans les îles. Les craintes de chenilles pour cette saison sont maintenant en partie disparues.

Memphis, 30 — Le trombe est passée cette après-midi sur la ville, ajoutant les toits et détruisant une vingtaine de maisons. Le toit de la presse à coton de Tyler a été emporté à une certaine distance. Les steamers Virginia et Lady Wilkasp, montés au débarcadère, ont eu leurs cheminées enlevées et leurs toitures brisées. Trois hommes qui traversaient la rivière dans un bateau ne sont noyés. On craint que les dommages en général n'aient été très considérables.

Un meeting a été tenu cette après-midi à la Chambre du Commerce pour prendre des mesures dans le but d'amener la tranquillité publique. Les hommes d'affaire les plus considérables de cette section composaient l'assemblée. Chas. Thorfrecht a présidé le meeting. Le télégramme suivant a été lu :

San Francisco, 30 juin—Un meeting relatif à l'immigration des travailleurs chinois pacifiques a réuni le 13 juillet ! Koopmanchap, le principal importateur de Chinois a y rendra si la réponse est favorable. Anglais a été prié de s'en retourner et ses Américains ont été autorisés à pénétrer dans le camp paraguéen.

Nouvelles de la Havane.

La Havane, 30— La plus complète harmonie règne entre de Rodas et les volontaires.

L'amiral espagnol est revenu de croisière.

Lucca a de fréquentes rencontres avec les insurgés dans le territoire de Cienne Villas. On croit que les insurgés ont effectué tous les hommes d'une compagnie espagnole faite prisonnière à Sabana.

La Havane, 30—De Rodas dit qu'il compte sur 50,000 volontaires pour dompter la rébellion.

Nouvelles de Washington.

Washington, 30— Le Président et plusieurs membres du Cabinet sont absents

Les recettes de l'Union intérieur pour l'année finissant le 30 sont élevées à la somme de $150,000,000

La dette publique a diminué ce mois-ci de $4,000,000

Grant a présidé la distribution des prix au collège de Georgetown. Un fils du sénateur Mallory a remporté le premier prix.

Les délibérations seront fermées lundi en l'honneur du 4 juillet.

Washington, 30—Les petits bateaux sur les quels sont partis les Sioustiers n'ayant pu trouver la "Catherine Whitney", ont refusé à New London pour y prendre des vivres. Quelques hommes ont déserté, mais la grâce de l'autre pétition a gagné un grand steamer que l'on suppose être le Quaker City et est certainement maintenant en mer.

Nouvelles diverses.

Richmond, 30 — Hier soir à Petersburg, Van Wyck de New York, a harangué un meeting républicain. Il a assuré les conservateurs présents, qu'ils ont demandé une révision de toutes les lois récemment passées ; que le veto du président serait rejeté. La voix du parti radical suivant a été couverte sous les cris et les menaces demandant des orateurs conservateurs. Les nègres ne sont pas réunis en corps, et attaque les blancs à coups de briques, sont parvenus à les mettre debout et les ont poursuivis jusque dans les rues. Les banc de sable ne sont pas moins dangereux pour la navigation que la rivière, de temps en temps, est adoptée. Une dans même un pas été fait usage d'armes à feu et personne n'a été sérieusement blessé.

Nouvelles Européennes.

Londres, 30 juin—La chambre des Lords a adopté un amendement renvoyant à un an la suppression de l'Eglise Irlandaise. Une proposition de relascher les femmes prisonnières a été repoussée.

Londres, 30 juin.—John Bright et Wm E. Foster ont donné leur démission de membres du club de la Réforme, parce que le club a refusé d'admettre une personne qu'ils avaient présentée.

Une dépêche de Hong-Kong en date du 9 juin, annonce qu'une bataille décisive a été livrée par les impériaux aux rebelles mahométans. Ces derniers ont été battus et ont perdu 20,000 hommes.

Les Chinois ont fait de nouvelles insultes aux étrangers.

Les nouvelles du Japon sont mauvaises. La guerre civile continue et l'on s'attend à une grande bataille.

Madrid, 30 juin —Les ministres Topete et Figuerola donneront probablement bientôt leur démission.

Lisbonne 30 juin—Les dernières nouvelles du Paraguay annoncent que Lopez a proposé de quitter le pays à certaines conditions.

Un officier anglais et deux officiers américains avaient reçu la permission de traverser les lignes des alliés. L'Anglais a été privé de son rang et tourner et ses Américains ont été autorisés à pénétrer dans le camp paraguéen.

Nouvelles de la Havane.

La Havane, 30— La plus complète harmonie règne entre de Rodas et les volontaires.

L'amiral espagnol est revenu de croisière.

Lucca a de fréquentes rencontres avec les insurgés dans le territoire de Cienne Villas. On croit que les insurgés ont effectué tous les hommes d'une compagnie espagnole faite prisonnière à Sabana.

La Havane, 30—De Rodas dit qu'il compte sur 50,000 volontaires pour dompter la rébellion.

Nouvelles de Washington.

Washington, 30— Le Président et plusieurs membres du Cabinet sont absents

Les recettes de l'Union intérieur pour l'année finissant le 30 sont élevées à la somme de $150,000,000

La dette publique a diminué ce mois-ci de $4,000,000

Grant a présidé la distribution des prix au collège de Georgetown. Un fils du sénateur Mallory a remporté le premier prix

Les délibérations seront fermées lundi en l'honneur du 4 juillet.

Washington, 30—Les petits bateaux sur les quels sont partis les Sioustiers n'ayant pu trouver la "Catherine Whitney", ont refusé à New London pour y prendre des vivres. Quelques hommes ont déserté, mais la grâce de l'autre pétition a gagné un grand steamer que l'on suppose être le Quaker City et est certainement maintenant en mer.

Nouvelles diverses.

Richmond, 30 — Hier soir à Petersburg, Van Wyck de New York, a harangué un meeting républicain. Il a assuré les conservateurs présents, qu'ils ont demandé une révision de toutes les lois récemment passées ; que le veto du président serait rejeté. La voix du parti radical suivant a été couverte sous les cris et les menaces demandant des orateurs conservateurs présents